



VOIX OUVRIÈRE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

29 DÉCEMBRE 1964 — N° 27

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

DU GÉNÉRAL AU PARTICULIER

La situation au Sud-Viet-Nam est tellement « détériorée » que la plupart des commentateurs politiques évitent de hasarder le moindre pronostic sur les auteurs possibles de l'attentat qui, la veille de Noël, ravagea l'immeuble « le mieux gardé de Saïgon », celui qui abrite l'état-major, l'administration et le personnel des services américains. On n'ose dire qu'il s'agit du Viet-Cong car il se peut que l'attentat ait été organisé par les organisations bouddhistes, ou encore par les militaires du général Khan, qui veut de prendre le pouvoir, ou plutôt de le reprendre. Comme disait un reporter de l'O.R.T.F., « à Saïgon, on ne sait plus très bien qui tué qui ».

En cette fin d'année, il est de plus en plus évident que les U.S.A. vont être contraints à un nouveau recul dans le sud-est asiatique et qu'ils devront accepter de voir le Sud-Viet-Nam quitter la sphère d'influence occidentale. C'est à leur politique de dix années — dix années de guerre pratiquement ininterrompue — qu'ils devront renoncer.

En fait, au Sud-Viet-Nam, les Américains sont tellement vomis qu'ils ne trouvent même pas une couche sociale sur laquelle s'appuyer. Leurs hommes, ce sont des hommes qu'ils achètent. Des pantins, politiques ou militaires, plus ou moins dépravés comme l'étaient les Diem, qui mènent cette politique comme des mercenaires, sans même se soucier d'essayer de lui donner la moindre chance d'aboutir. « Après nous, le déluge », telle est leur devise.

Après les différents coups d'Etat qui se succèdent depuis la chute de Diem, les émeutes des bouddhistes, celles des étudiants, un gouvernement « civil » avait été mis en place à Saïgon, afin de sauver au moins ce qui restait des apparences. Mais les militaires furent sourds à ce type de raisonnement et, en renversant le nouveau gouvernement dès qu'il les gêna un peu, ils viennent d'infliger le plus cruel démenti à la politique américaine. Ce qui ne peut manquer, bien sûr, de se retourner contre eux, si les U.S.A. abandonnent leur soutien. Mais qu'importe à ces hommes. Ils ne jouent pas ce rôle par conviction, par idéal, même celui d'une classe possédante, non, ils jouent ce rôle, individuellement, parce qu'ils sont payés pour le faire. Si quelque chose les ennuie, au diable ! Au diable, le Sud-Viet-Nam. Au diable, le gouvernement. Au diable, les U.S.A. !

Il n'y a pas à le regretter, loin de là. Mais puisqu'une page semble se tourner là-bas, avec l'année qui vient, il n'est pas mauvais que nous voyions un peu quels sont les hommes dont on nous dit les alliés. Il n'est pas mauvais de le savoir, car, lorsqu'on nous parle d'alliés, on n'est pas loin de nous parler d'ennemis.

Quand le parti communiste se battait avec les Moulin...

Il y a quelques jours, une cérémonie, mise en scène à la manière grandiose et spectaculaire qu'affectionnent les « publicitaires » du régime gaulliste, vit conduire au Panthéon, les cendres de Jean Moulin, à la leur des torches.

Que le régime, que la bourgeoisie tout entière, ses hommes, ses journaux, ses alliés, ses complices, soient reconnaissants à cet homme, rien d'étonnant. Que la bourgeoisie l'honore aujourd'hui en plaçant ses restes en son Panthéon, qu'elle demande, par la voix de Malraux, à la jeunesse de retenir son nom, ce n'est que justice.

Malraux écrit bien, mieux que nous certes, s'il parle mal, et il est difficile de ne pas frémir à l'évocation de ce « cortège d'ombres défigurées » qu'il voit autour de la dépouille de Moulin :

«... entre toi, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec le dernier corps trebuchant des affreuses files de Nuit et Brouillard enfin tombé sous les crosses ; avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à

Ravensbruck pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle — nos frères dans l'ordre de la Nuit... »

Oui, il est difficile de ne pas frémir en pensant aux morts, aux martyrs, à « tous les rayés », à « tous les tondus des camps », mais il est difficile aussi de ne pas frémir d'indignation en voyant la façon dont la bourgeoisie, une fois de plus, en la personne de De Gaulle et en celle de Jean Moulin, les réutilise à ses fins.

Si Jean Moulin est à sa place au Panthéon de la bourgeoisie, des milliers d'ombres, parmi celles que Malraux cite, n'y ont rien à faire. La bourgeoisie ne les honore pas en les y invitant, elle les méprise.

Ces hommes, ces femmes qui sont morts, dans les caves ou dans les camps, n'envisaient pas, pour la plupart, que leur sacrifice n'aboutirait, vingt ans après, qu'au régime dont Malraux se fait le chantre. Jean Moulin, lui, l'envisaient. Son rôle, ce fut justement celui-là : faire en sorte que la résistance intérieure contre l'occupation allemande reste un mouvement bourgeois, ne déborde pas le cadre patriotique et nationaliste, ne se mette pas en tête de luttes sociales, reste entièrement soumise à l'avance au futur

Etat qui serait mis en place dès que les armées alliées envahiraient le territoire et, surtout, reconnaissent sur le champ l'autorité et la représentativité de De Gaulle.

Ce n'est pas qu'il y eût de gros risques, étant donné les hommes qui dirigeaient les divers mouvements, que ceux-ci s'égarèrent hors des voies patriotiques — l'union sacrée était totale — et dans ce domaine les mérites de Jean Moulin furent minces. Mais le gros problème de De Gaulle, à Londres, était sa « représentativité » vis-à-vis de ses propres « alliés » anglais et américains.

En effet, il s'était nommé, lui-même, chef de la « France-libre » et les Anglo-Américains hésitaient à traiter avec cet homme seul. Aussi bien l'impérialisme anglais que l'américain auraient fait volontiers appel à des hommes politiques plus connus, peut-être même, après tout, à des hommes de Vichy ou, pourquoi pas, auraient-ils préféré mettre en place une sorte de gouvernement d'occupation, plutôt plus que moins dépendant d'eux, dans les territoires « libérés ».

De Gaulle parlait haut et ferme, comme aujourd'hui, aux Américains, au nom de la France, c'est-à-dire au nom de la bourgeoisie française. Il la représentait, car il voulait sauvegarder avant tout ses intérêts face aux alliés, tout comme Pétain défendait

les mêmes intérêts face aux Allemands. Mais pour la servir efficacement il devait montrer aux alliés qu'il leur était nécessaire.

La résistance intérieure fut l'œuvre de bien des groupes qui n'eurent comme point commun que leur faiblesse numérique, et du Parti communiste qui fut la seule organisation à posséder vraiment un réseau à l'échelle du pays (pour être exact il faudrait dire les organisations de résistance animées par le P.C. car les « partis » n'existaient pas au sein du Comité National de la Résistance).

Il fallait donc à De Gaulle, ou bien renier la résistance, ou bien s'appuyer sur elle, c'est-à-dire en dernière analyse sur le Parti communiste. Mais il fallait cependant éviter que le P.C. ne joue officiellement un rôle de tout premier plan. D'abord, parce que s'agissant de remettre en place, après la libération, les rouages de l'appareil d'état, préfets, juges, policiers etc... il ne fallait pas que le P.C. puisse placer ses hommes car De Gaulle en eût été alors par trop dépendant. Il ne fallait pas non plus que la résistance apparaisse comme communiste car alors la caution qu'elle pouvait apporter aux alliés eût été négative.

Mais il fallait aussi qu'elle existe, et qu'elle reconnaisse De Gaulle, et qu'elle n'apparaisse pas comme « maniable », car elle était un atout considérable pour De Gaulle : bien avant la « libération » De Gaulle put montrer aux alliés qu'il pouvait se faire entendre des organisations et des hommes qui, en l'absence de tout pouvoir d'état constitué, exerceraient de fait l'autorité d'une façon « moléculaire ». Si les alliés refusèrent de reconnaître De Gaulle en 44, un autre homme, un pouvoir mis en place par les anglo-américains, pourrait rencontrer des difficultés graves, à l'exemple de ce qu'ils rencontrèrent en Grèce par la suite. Et, à l'époque, ce que les « alliés » craignaient le plus c'est de se trouver, en Europe occidentale, en face de troubles sociaux, d'insurrections, voire de révolutions.

C'est à cause de cette situation non exempte de contradictions que De Gaulle fut heureux de rencontrer Jean Moulin et qu'il peut bien l'honorer aujourd'hui. De fait, ce qu'a fait Jean Moulin se serait fait de toutes façons, car le principal intéressé, le P.C., y était tout disposé.

Le rôle de Jean Moulin fut cependant, contre le P.C. (l'organisation F.T.P.) d'avantageur, grâce aux subventions reçues de Londres, grâce à son soutien matériel, les organisations non-communistes afin de les faire siéger à égalité avec les communistes au sein du C.N.R., ou plus exactement afin que le P.C. y soit minoritaire.

A cela aussi le P.C. se préta. Il renonça à la politique et créa des organisations « apolitiques ». Il accepta De Gaulle. Il accepta Jean Moulin en tant que représentant de ce dernier et comme président du C.N.R. (d'ailleurs à la mort de Jean Moulin — désigné par De Gaulle — le C.N.R. prit la « liberté » d'élire, les communistes aussi... Georges Bidault). Le P.C. fit même mieux : il donna un semblant de vie à des organisations gaullistes infimes en y mettant ses militants (il est vrai que ce fut un moyen, le seul peut-être, de bénéficier d'une partie de l'aide — argent, faux

La suppression de l'échelle mobile du SMIG NOUVELLE MENACE CONTRE NOS SALAIRES

Le gouvernement nous affirme que la stabilisation est une réussite et que les salaires eux continuent à monter. Alors il y aurait là une injustice. En effet grâce à la surenchère que font peser les travailleurs sur ces pauvres patrons les salaires augmentent. Par contre ceux qui sont payés au S.M.I.G. ont leurs revenus bloqués puisqu'ils sont indexés sur les 179 articles et que ceux-ci ne bougent pas. Version et logique gouvernementales bien entendu.

Le gouvernement veut mettre un terme à cette situation. Le gouvernement ne veut pas que la stabilité des prix nuise aux « bénéficiaires » du SMIG.

Rappelons que l'échelle mobile applicable au salaire minimum interprofessionnel garanti, avait été instaurée en 1952. Mais le gouvernement s'est toujours refusé à lier le salaire effectif au SMIG. Les différents gouvernements ont pu maintes fois différer les augmentations du SMIG en trouvant les indices et le plus souvent en maintenant artificiellement un article à son prix ancien.

Peut-on croire alors, à la sincérité du gouvernement quand il prétend qu'il ne veut pas que la stabilité des prix nuise aux « smigards ». D'abord le gouvernement prétend que les prix sont stables alors que chacun constate leur marche ascendante. Ensuite il prétend que le pouvoir d'achat augmente alors que les quelques augmentations de salaires correspondent à peine aux hausses de prix.

Donc avec si peu de bonne foi, si le gouvernement veut chercher une nouvelle forme de calcul du SMIG c'est à coup sûr qu'il envi-

sage non de réparer une injustice envers les travailleurs les plus mal payés mais au contraire qu'il recherche un moyen de bloquer encore davantage les salaires.

L'échelle mobile du SMIG même sans incidence sur l'ensemble des salaires, même avec des indices truqués est tout de même une échelle mobile qui intéresse plusieurs centaines de milliers de petits revenus.

Le gouvernement a beau prétendre que les prix sont stables, lorsque le mécanisme de l'échelle mobile déclenche une augmentation du SMIG cela est un argument qui pèse assez lourd pour justifier auprès des travailleurs la nécessité d'une hausse de salaires.

Le gouvernement veut enlever cette justification juridique. Le SMIG sera relevé par un examen de la situation économique mais sans critères précis en tout cas sans critères liés à une indexation aux prix. Désormais si le SMIG augmente ce ne sera plus parce que les prix augmentent mais parce que le gouvernement voudra bien se pencher sur le sort des plus défavorisés et les faire bénéficier de l'amélioration de la situation économique.

Mais la réalité est autre. Les prix augmentent à la consommation, mais les prix industriels eux sont bloqués ou du moins assez sévèrement freinés. Le patronat réclame depuis longtemps déjà une plus grande liberté des prix. Le gouvernement sait que tôt ou tard il devra leur céder et répercuter les conséquences de la hausse des prix industriels sur les salaires des ouvriers.

Alors il prend ses précautions car en face d'une hausse des prix

l'indexation du SMIG même fictive est une gêne.

Surtout que sur un autre plan le gouvernement commence à réaliser l'objectif qu'il s'est fixé voici plus de deux ans : avoir une masse de réserve de chômeurs suffisante pour peser sur les salaires. Nous avons déjà dit et nous maintenons que du moins pour le moment le chômage qui grandit en France n'est pas lié à une crise économique mais fait partie de la politique du gouvernement comme moyen de pression sur les salaires.

Le nombre des chômeurs secourus est passé de 18.442 au 1-12-63 à 21.020 au 1-12-64, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est passé de 25.281 au 1-12-63 à 117.137 au 1-12-64. La surchauffe dont se plaignait tant le patronat commence à s'atténuer.

L'Usine nouvelle du 24-12-64 écrit qu'« actuellement les salariés privés ne sont sensibles et prêts à agir que contre la menace de licenciements ».

Suppression du principe de l'échelle mobile, même fictive, du SMIG d'un côté, chantage au chômage de l'autre, voilà deux armes avec lesquelles patronat et gouvernement vont tenter d'attaquer nos salaires.

L'offensive gouvernementale contre le principe de l'échelle mobile par la suppression de l'échelle mobile du SMIG les travailleurs doivent riposter par la lutte pour :

L'échelle mobile des salaires appliquée aux salaires réels et la garantie du salaire quelles que soient les fluctuations de l'économie capitaliste.

Henri VAUQUELIN

(Lire la suite en page 4)

EDITORIAL des bulletins d'entreprise VOIX OUVRIÈRE

CONTRE LES MANŒUVRES DES POLITICIENS OUVRIR LA VOIE DU SOCIALISME

Pour l'instant, la grève du 11 décembre, malgré son immense succès, reste une démonstration. Et une démonstration qui n'a pas effrayé outre mesure ceux contre qui elle était dirigée : l'Etat et le patronat. Le gouvernement, lui, ne l'a même pas mise à l'ordre du jour de son Conseil des ministres.

Quant au patronat, il constate dans l'éditorial du 17 décembre de « L'Usine Nouvelle » que : « Plus qu'à l'épreuve de force, une grève « à la française » comme celle que nous venons de vivre s'apparente à la cérémonie ». Car pour l'éditorialiste de « L'Usine Nouvelle », « une grève d'une telle ampleur, ce n'est pas un moyen de pression, c'est déjà une épreuve de force, mais pour atteindre son plein effet il faudrait qu'elle soit « à l'américaine », illimitée (souligné par nous). Dommage que les travailleurs ne sachent pas suivre les conseils de ceux qui les exploitent ! Les syndicats qui sont à l'origine de cette grève, comme ceux qui, à contre-cœur, s'y sont ralliés, ont bien précisé qu'il s'agissait d'une étape. Mais quelles seront les autres étapes : encore « à la française », c'est-à-dire pure cérémonie, ou « à l'américaine », pour reprendre le jargon de « L'Usine Nouvelle » ? La C.G.T. quant à elle s'est empressée de donner sa réponse : grèves limitées et multipliées, pression et non épreuve de force. Cérémonie, mais cérémonie funèbre. En déclenchant un mouvement de grève chez les cheminots huit jours après et en laissant l'application aux travailleurs eux-mêmes selon une interprétation spéciale et spacieuse de la démocratie, elle a montré sa nette détermination d'en rester au stade des grèves.

Si la grève de la fonction publique avait provoqué un grand élan de sympathie dans toute la population laborieuse, les perturbations du 18 décembre ont été largement désapprouvées. On ne peut en accuser les cheminots qui, invités à faire grève et à prendre leurs responsabilités, ont choisi la voie de l'action. Mais que penser des dirigeants qui, après avoir donné le coup d'envoi, ont hypocritement laissé les cheminots dans l'alternative : ou bien marquer leur hésitation en ne suivant pas le mot d'ordre, ou bien prendre leurs responsabilités et courir le risque d'une désapprobation. M. Pompidou ne s'est pas fait faute d'en profiter, en condamnant ce genre d'action, et en menaçant à nouveau les travailleurs du secteur public de la réquisition. Qu'il puisse, ou non, mettre cette menace à exécution, cela ne dépend pas de lui mais de la résolution des travailleurs lorsqu'ils auront de nouveau à affronter le pouvoir.

Mais en brandissant ces menaces, M. Pompidou a retourné à la C.G.T. le service qu'elle lui avait rendu.

En effet, si pour des raisons politiques s'inscrivant dans le cadre de l'élection présidentielle, F.O. et C.F.D.T. envisagent d'organiser des mouvements plus larges, dont ils pourraient d'autant plus tirer bénéfice que la C.G.T. y est hostile (car elle est beaucoup moins en mesure que ces organisations de contrôler ses troupes), ils auront désormais à vaincre la crainte de la réquisition que la C.G.T. ne manquera pas de mettre en avant, pour calmer les esprits un peu trop combattifs.

Ainsi, nous voyons d'un côté F.O. et C.F.D.T. durcir démagogiquement leur position pour renforcer leur crédit auprès des travailleurs et tenter finalement de leur offrir une solution électorale en les faisant voter pour Defferre. D'un autre côté, la C.G.T. craignant que son crédit ne baisse au profit de Centrales qui se montrent plus combattives qu'elle, hésite à tenter de leur couper l'herbe sous le pied en engageant, sans toutefois en prendre l'entière responsabilité, des mouvements inconsidérés qui détruisent en partie la confiance que les travailleurs ont pu gagner dans la lutte.

Qui gagnera à ce petit jeu ? En tout cas pas les travailleurs. Et pour ne pas être victimes de la démagogie et du sabotage de politiciens sans scrupules au plus grand profit du patronat et de son Etat, ils devront organiser leurs luttes eux-mêmes et à leur manière.

Les travailleurs ont la force et les moyens de combattre victorieusement et les occasions de lutter vont certainement s'offrir à eux dans la prochaine période. Comment iront-ils au combat ? Se contenteront-ils de « cérémonies » vite baclées, accomplies par devoir ? Ou sauront-ils profiter des « cérémonies » qu'on leur offrira, pour tourner le dos à la résignation et, résolument, s'engager sur leur propre voie qui mène non pas aux élections mais au socialisme ?

LES LUTTES REVENDEICATIVES

DANS L'ÉLECTRONIQUE

A LA C.I.T.

EFFICACITÉ D'UNE GREVE

La semaine dernière, pour faire aboutir la revendication quarante-cinq heures payées quarante-huit, les syndicats de la C.I.T. d'Emériau, de Keller, de Gibez nous ont conviés, le matin même, à un débrayage de trois quarts d'heure. Cela nous permettait de revendiquer juste quand « les pontifs de la C.I.T. » seraient là !

Des trois usines, devant la porte de Keller, nous n'étions qu'une nombreuse, environ 350. Pour beaucoup d'entre nous, c'était déjà pas mal. Mais pour la Direction, cela ne faisait pas le poids.

Dans un tract du 24 décembre, la C.G.T. transmission constate qu'il existe un fossé entre les travailleurs et le syndicat et finit par appeler « les travailleurs de l'entreprise, quelles que soient leurs idées, leurs emplois, de l'O.S. à l'ingénieur, à venir discuter avec nos militants et d'adhérer à notre syndicat pour organiser notre lutte et préparer nos victoires ».

En effet, ce n'est pas en décidant un mouvement la veille en

haut, sans consulter les travailleurs, que nous préparerons nos victoires. Car après le débrayage où il était prévisible que la Direction ne voudrait rien entendre, quelle suite logique donnerions-nous à notre mouvement ? Si la grève n'est que des quarts d'heure était le début d'une action, il faut en prévoir la suite, sinon ceux qui ont débrayé l'auront fait pour rien et risquent de se décourager.

La seule suite, c'est nous, travailleurs, qui devons en décider, et pour qu'elle soit un pas en avant, elle ne devra plus se contenter de montrer notre mécontentement mais notre détermination de voir la Direction céder.

Maintenant, il reste la tactique peu édifiante et ruineuse dont nous parle la transmission, celle suivie à Thomson où ils en sont à leur vingt-huitième jour de débrayages limités. Même s'ils obtenaient demain de faibles avantages, ils ne compenseraient pas les heures de grève non payées.

C'est à nous de faire de la grève une arme et non un jouet qui amuse la Direction.

(Extrait du numéro 4 de la V.O. C.I.T.)

CHEZ NEYRPIC (GRENOBLE)

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

Nous avons fait grève le 11 décembre, avec toute la fonction publique, vingt-quatre heures.

Nous avons fait grève le 18 décembre, avec la métallurgie grenobloise, deux heures.

Nous avons mis dans chaque cas en avant un certain nombre de revendications générales, et un certain nombre de revendications particulières.

Pour la satisfaction des unes, comme pour la satisfaction des autres, nos syndicats C.G.T. comme C.F.D.T. nous parlent de la nécessité « d'une action concertée sur le plan national, seul moyen de faire échouer à la coalition du gouvernement et du patronat » (Chevalier au meeting du 18 décembre), ou encore de « l'action unie de la classe ouvrière qui doit atteindre progressivement une ampleur et une puissance capables de contraindre le pouvoir et le patronat à faire droit aux revendications essentielles » (résolution de l'Union locale C.G.T.).

Nous sommes tout à fait d'accord avec ces points de vue. Ce n'est que TOUS ENSEMBLE que nous pourrions vaincre.

Mais dans ce cas, que signifie le mouvement du 18 décembre ? Est-il destiné à montrer notre mécontentement, à compter nos forces ? Si cela est le cas, nos syndicats doivent avoir un programme d'action. Sinon, pourquoi nous aurait-ils engagés, dans une action régionale, alors que dans tout le pays, se préparent des luttes plus générales pour des revendications communes.

Ce programme doit aller dans le sens de cette « action concertée sur le plan national » dont on nous parlait le 18 décembre.

Alors pourquoi ne pas nous avoir exposé ce programme, le 18 décembre, quand nous étions réunis à la Bourse du Travail ? Pourquoi nous laisser dans l'ignorance de ce que nous allons faire. Car la grève, c'est bien le travailleur qui la fait et pas les seuls états-majors syndicaux.

La grève, c'est l'affaire de tous et pour la préparer sérieusement, il faut que tous les travailleurs soient au courant des buts et des moyens. Et si les syndicats ne le font pas, à nous de nous y mettre.

(Extrait du numéro 37 de la V.O. Neyrpic.)

DANS LA CHIMIE

CHEZ RHONE-POULENC

ET MAINTENANT ?

« La suite des habitudes « gratifications » de fin d'année, les techniciens de différents services ont manifesté. Le C.A. a organisé des débrayages avec délégations à la Direction administrative, les R.T. aussi ; puis le vendredi, des représentants de différents secteurs de l'usine et du C.N.G. décidaient de proposer aux mensuels un débrayage d'une heure, le lundi 21, et une délégation à la Direction. Ce lundi, environ 150 mensuels du C.A., des R.T.G.N., R.T.M., Arsanthis, P.P.O., M.P.O., sont sor-

tis, la Direction de Vitry a promis une réponse de la Direction générale ; réponse qu'elle prévoyait négative et qui, nous le savons maintenant, est négative.

Maintenant, qu'en dire ? Ou bien les camarades mensuels seuls vont s'engager dans une action jusqu'à satisfaction, ou alors, ils seront rejoints dans la lutte par tous les travailleurs sur la revendication commune : l'augmentation des salaires.

Ce qui est acquis, de toute manière, c'est que les mensuels aient su entrer dans la lutte et s'organiser malgré l'attitude de jaunes des responsables de la C.G.T.

APRÈS LA GRÈVE DU 19 DÉCEMBRE A LA S.N.C.F.

UN COUP POUR RIEN

Après la grève du 11 décembre, la C.G.T. a cru bon de proposer en accord avec la F.G.A.A.C. un mouvement catégoriel pour les 18 et 19 décembre.

Mais devant les objections formulées par les deux autres centrales ouvrières (F.O. et C.F.D.T.), et bien qu'elle ait déposé un préavis de grève, elle n'a pas osé lancer l'ordre de grève franchement et surtout centralement. Elle a laissé aux syndicats locaux le soin d'organiser « les mouvements ou manifestations qui leur sembleraient les plus opportuns, compte tenu des circonstances locales ».

Nous avons vu les résultats peu

probants de ce genre d'initiative.

Si dans certains centres, il y eut unanimité générale de tous les syndicats avec quelques exceptions, participation d'autres cheminots que les roulants, généralement on assista à un certain flottement, à l'exception de la région du Sud-Est.

Quant à nous, nous continuons de penser que même les revendications catégorielles ne pourront se régler complètement qu'à l'issue d'un mouvement généralisé.

Il sera alors facile, à côté de nos revendications générales, de glisser le cahier de nos revendications catégorielles.

(Extrait du numéro 123 de la V.O. Cheminots.)

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien.

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

DEJA DIT

1965 arrive et le plafond de la Sécurité sociale est relevé. Dans la « Voix Ouvrière » n° 21 du 6-10-64 nous indiquions les augmentations successives du plafond de la Sécurité sociale :

Décembre 1957	plafond mensuel	440
Janvier 1958	—	500
Janvier 1959	—	550
Juillet 1960	—	590
Janvier 1961	—	600
Avril 1961	—	700
Janvier 1962	—	800
Janvier 1964	—	950
Janvier 1965	—	1020

soit une augmentation de 132 % en 7 ans.

Les salaires eux ont augmenté de

70 à 80 % pour la même période.

Pour suivre le rythme de progression du plafond de la Sécurité sociale, notre salaire devrait être augmenté de plus de 35 %.

LE FILS DU PATRON

Alors que « Nous Deux », « Intimité » publient des romans-photos qui finissent par le mariage du fils du patron et de son employée, l'émission « le fils du patron » à la Télé a dû faire perdre bien des illusions à ceux qui croyaient encore à ces contes.

L'émission nous montrait les réactions des patrons et des ouvriers devant un problème précis : Yvette, ouvrière, et Bruno, fils du patron qui l'emploie, se sont rencontrés et vou-

draient se marier ; est-ce possible ?

« Non » répondent les ouvriers de façon assez résignée : « on ne mélange pas les torchons avec les serviettes ». « Non » répondent les patrons, imbus des privilèges et des préjugés de leur classe : « Ce serait comme épouser une Noire ».

Une femme de patron, on l'imagine en dame-patronesse, juge la situation ainsi : « Ce n'est pas possible, il y a toujours une barrière sociale infranchissable, rien ne peut la supprimer, et d'ailleurs, est-ce nécessaire que cela change ? »

En fait l'histoire de Bruno et d'Yvette apparaît à tous comme parfaitement invraisemblable. Et c'est ainsi qu'elle apparaît aux téléspectateurs comme un mélo qui finit mal. Autrement intéressante et significative

étaient les réactions des patrons interviewés.

Certes il s'agissait du patronat des textiles du Nord, un des plus réactionnaires et des plus « traditionalistes », néanmoins à l'époque où les sociologues de gauche prétendent qu'il n'y a plus de classe ouvrière et que le consommateur l'emporte sur le producteur, il est intéressant de voir comme la grande bourgeoisie garde, elle, une conscience de classe parfaitement « pure » de tout compromis. Une chose est certaine, c'est que ces gens-là défendent bec et ongles leur privilège et leur situation. Avec eux pas de discours, pas de passage pacifique et parlementaire au socialisme : la force, la force révolutionnaire des travailleurs est le seul langage qu'ils entendent.

MENACES DE LICENCIEMENTS

CHEZ DESFOSSÉS

NOUS PRÉPARER

Nous attendions, plus ou moins, que le syndicat nous donne, après les réunions de ses organismes, principalement du Congrès du Livre et du Conseil central, une position nette sur le problème de la fusion Chaix-Desfossez et celles à suivre. En fait, c'est le monde du silence. La montagne a accouché d'une souris. La seule position adoptée fut de poser aux maîtres-imprimeurs les revendications suivantes : réduction du temps de travail, avancement de l'âge de la retraite, semaine de congé supplémentaire. Bien sûr, ces revendications sont valables, primordiales. Mais dans la situation actuelle dans le problème posé par la décision des patrons de mettre au chômage des centaines d'ouvriers et les autres au pas, elles ne peuvent être valables que si le syndicat prend nettement position contre les licenciements et entend nous préparer à la grève, seule capable de faire reculer les banques qui contrôlent les imprimeries. Les revendications proposées viennent tout naturellement en conséquence d'une telle position : 1° Refus des licenciements ; 2° réduction du temps de travail ; 3° avancement de l'âge de la retraite. C'est la position de nos camarades de la photogravure, et ils ont raison.

Sinon, affirmer seulement ces revendications, c'est en réalité se dérober, éluder le problème des licenciements et se refuser à se battre pour cela. Qu'on ne nous dise pas, et surtout pas un Lafond, secrétaire général, que ce n'est pas possible. La grève d'Aurillac l'a montré, quand on veut, on peut, si Lafond et ses semblables ne veulent pas, qu'ils le disent. S'ils ne le disent pas, cela

signifiera pour nous qu'ils ne veulent pas.

Chez Chaix, cent licenciements pour les deux usines sont annoncés pour le 30 janvier, le reste suivra. Mais ne nous faisons pas d'illusions, nous serons tous touchés, en temps et en heure. L'exemple de la Commandite est là pour nous prouver la vanité des illusions individuelles. C'est pourquoi il nous faut envisager dès maintenant, si le syndicat se montre incapable d'organiser la lutte sur les seules bases valables, afin d'empêcher la panique et la division qu'entraînerait la Direction en essayant de séparer par l'intérêt et la stupidité individuelle ceux qu'elle prétend licencier de ceux qu'elle veut garder, les moyens de nous organiser. Ouvriers, employés, cadres, en groupes par secteurs d'abord puis à l'échelle de l'usine et des autres entreprises ensuite, nous devons élire des responsables révocables à tout moment par les travailleurs et qui seront chargés d'appliquer les décisions prises par l'ensemble des ouvriers.

CHEZ CHAUSSON

DE LA DISCUSSION A LA LUTTE

Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. nous informent la semaine passée que 40 à 50 « personnes » risquaient le licenciement. On nous avait dit précédemment qu'il était question d'en licencier 200 environ. Nous ne sommes pas dans le secret des dieux et nous ignorons toujours de combien de travailleurs la S.U.C. veut se débarrasser. C'est peut-être une manœuvre de sa part qui consiste à faire courir des bruits alarmistes (tantôt 200,

tantôt 50), de façon à nous maintenir dans la passivité. Si 40 à 50 « personnes » sur 7.000 sont en cause, comme l'avancent les syndicats, en aucun cas une mesure de licenciement n'est justifiée.

Il s'agit peut-être, là encore, d'une manœuvre diabolique : on commence par 40 ou 50 pour éviter les réactions et on recommence quelque temps après.

C'est peut-être une tactique de la S.U.C. Mais ce qui est certain, c'est sa volonté de licencier. Le C.E. qui a été réuni en séance extraordinaire, jeudi dernier, s'est opposé à cette mesure, et les syndicats déclarent qu'ils lutteront jusqu'au bout. Nous pensons qu'il est juste d'épuiser tous les moyens légaux. Mais ce serait une erreur de croire que seul le C.E. possède assez de pouvoir pour vaincre la volonté du patron. Avant de prendre une mesure de licenciement, la Direction est tenue, suivant la loi, d'en avertir le C.E. Mais ce qui décide en dernier lieu, c'est la volonté des travailleurs dans la lutte.

Aussi devons-nous prévoir que la Direction passera aux actes. C'est maintenant qu'il faut nous organiser. Et la meilleure défense que nous ayons, c'est l'attaque. Puisque soi-disant il n'y a pas suffisamment de travail, nous devons exiger la diminution du temps de travail et la répartition du travail entre tous. Nous ne devons pas faire non plus les frais d'une diminution du temps de travail due à l'augmentation de la productivité, il nous faut la garantie du salaire. A nous de nous organiser pour obliger la Direction à céder. A nous de prendre les contacts entre nous et de nous tenir au courant de toutes les tentatives de licenciement.

(Extrait du numéro 179 de la V.O. Chausson.)

PAS "D'ACCORDS..."

A LA R.N.U.R.

QUI OSERA SIGNER SON « ACCORD » AVEC LA DIRECTION

Signera ? Signera pas ? Les syndicats sont perplexes. La Direction veut, paraît-il, reconduire purement et simplement les « accords » sans y apporter aucune amélioration, et de plus, elle se refuserait à approvisionner le fonds de régularisation. Querelles avant signature. Mais il y a deux ans, les mêmes problèmes se sont posés et il a fallu la « bombe Renault » de la quatrième semaine de congés pour faire l'unité autour du tapis vert. Y aura-t-il une « bombe » cette année ? Il n'est pas impossible que la Direction trouve quelque chose qui ne lui coûte pas, titre en échange de certaines compensations. L'accord du 29-12-62 mentionnait une quatrième semaine de congés payés et quelques autres bricoles, mais par contre, l'article 30 des accords antérieurs concernant le fonds de régularisation avait disparu. Cela n'a pas empêché son existence...

ouvrière partie de Nantes et de Saint-Nazaire. La quatrième semaine de 1962 fut le lest lancé avant l'explosion de la grève des mineurs.

La politique des accords est une politique de trahison : 1° Parce que le but est d'accorder des miettes en échange de certains engagements tels que la limitation du droit de grève ou en échange de certaines déclarations qui lient au moins moralement les syndicats. Souvent nous que les accords de 1962 contenant la quatrième semaine de congés ont été signés après l'acceptation par les syndicats d'un préalable où ils devaient se féliciter des résultats obtenus.

2° Parce qu'elle est en contradiction avec la loi sur les conventions collectives. Le rôle des syndicats n'est pas de monnayer leur signature pour quelques avantages immédiats au niveau de l'entreprise. Leur rôle est d'œuvrer à généraliser au maximum l'amélioration des conditions de travail, de manière à permettre aux ouvriers de ne rien perdre en changeant d'entreprise ou même d'industrie

UNE CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE !

et son fonctionnement. Les syndicats essaient, comme il y a deux ans, de monnayer leur signature auprès de la Direction. Ils ont aussi besoin de justifier leur position auprès des ouvriers, non par souci d'émancipation, mais pour supporter les risques d'un échec. Pour nous, la position est claire. Les avantages ne peuvent être que le résultat d'une lutte conséquente et les accords n'ont qu'un but : paralyser cette lutte. Inaugurés par la C.F.T.C. en 1955, leur but essentiel fut de briser la lutte

et de région. Et cela est d'autant plus important que le chômage ou les reconversions risquent d'obliger nombre d'ouvriers de changer d'entreprise, voire de métier.

A bas les accords ! Vive les conventions collectives nationales et internationales !

PAIEMENT DES HEURES DE GRÈVE

A LA THOMSON

FAISONS LES COMPTES

La Thomson a déjà lâché 3%, ce que nous apprend le tract de l'Intersyndical du 23-12-64. Ceci a coûté à ceux qui ont débrayé régulièrement à ce jour 22 h 50, et des heures à 25%. Ce qui fait pour un P.I. au taux B 3 F 48, une somme qui voisine les 100 F. Pour ce P.I. convenir de temps faudra-t-il pour récupérer cette somme avec 3% + 1% de prime ? Même si l'on compte les 1% de prime de décembre, cela fait une augmentation de 34 F environ par mois. Dans ces conditions, il faudra trois mois pour récupérer les heures de grève. Ces chiffres sont arrondis à quelques francs, mais chacun peut faire son compte.

Le paiement des heures de grève doit faire partie du cahier de revendications, car il est nécessaire à un aboutissement favorable de toute lutte. Si la lutte doit se poursuivre, il est nécessaire que chacun de nous impose l'inscription de cette revendication.

(Extrait du numéro 154 de la V.O. Thomson.)

UN SYNDICAT "INDÉPENDANT"

CHEZ GENEVE

PROMOTION ?

Aux élections de délégués, Pienau n'avait pas eu de chance. Bien que tête de liste « indépendante », il n'a pas été élu soit parce que ses propres électeurs le trouvaient vraiment trop incapable, soit parce que le syndicat « indépendant » est déjà un petit panier de crabes et que pour obtenir la place, les candidats et leurs supporters se sont gentiment rayés entre eux. Est-ce pour lui faire passer son amère déception que la Direction a tenu à faire un geste : le voilà, lui simple P.I. au grade de chef de groupe (entrée des cabines).

La politique de la direction est claire : il s'agit de nous persuader que prendre sa carte d'indépendant est un moyen infallible de promotion sociale. Elle compte sans doute de cette façon racoler quelques bénéficiaires, mais grâce à celle-ci que nous pourrions non seulement maintenir notre dignité (ce qui n'est pas rien) mais aussi obtenir une véritable amélioration de notre sort à tous.

(Extrait du numéro 86 de la V.O. Genève.)

- AERONAUTIQUE :**
SNECMA Kellermann. — Paris XIII.
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).
AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROËN. — Usines Levallois et qual de Javel.
GENÈVE. — Ivry (Seine).
FANHARD. — Paris XVIII.
FENEGOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt. 7 bulletins correspondants à différentes sections de l'usine.
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 18.
R.N.U.R. — Département 73.
R.N.U.R. — Départements d'entretien.
R.N.U.R. — U 5.
SAVIEM. — Saint-Ouen.
MÉTALLURGIE :
Acieries et Forges de la Loire C.A.P.L. — Saint-Chamond.
J.-J. CARNAUD. — Lyon.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
S.M.P.A. — Saint-Nazaire.
NEYPIC. — Grenoble.

- ELECTRICITE ELECTRONIQUE :**
CABLES DE LYON. — Lyon.
C.I.T. — Paris 15.
Cie des COAPEURS de Montrouge (Seine).
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux (Seine).
C.S.P. — Levallois (Seine).
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).
CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Dongs (Loire Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATION FAMILIALES. — Rue Viala, Paris XV.
CHEMINOTS. — Chapelle-Triage.
Imprimerie DESFOSSÉS. — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
HOSPICES CIVILS DE LYON.
P.T.T. — RP et Chèques Postaux Toulouse.
QUAIS et DOCKS. — Marseille.

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

Nous citons dans cette rubrique un article du bulletin « Voix Ouvrière » paraissant dans l'entreprise Roussel-U.C.L.A.F.

Ce qui n'a été pour la presse qu'un fait divers continue à émuover les travailleurs Roussel car l'accident de travail s'il n'est pas toujours aussi grave est le lot quasi-quotidien des travailleurs et en tout cas une menace permanente.

TUE PAR LA PRODUCTION

La semaine dernière nous étions tous polarisés vers l'usine ! vers « les sulfures » qui venaient d'exploser : 1 mort et une douzaine de blessés dont plusieurs graves : tel est le bilan. Que s'est-il produit exactement ? Officiellement nous ne savons rien, nous ne saurons certainement jamais rien, la direction n'étant pas bavarde dans ces cas-là. Or, le comité d'hygiène et de sécurité s'est vu interdire l'accès des lieux de l'accident par un cordon de police. Mais nous, ouvriers de l'usine, nous nous permettons d'émettre une hypothèse : c'était lundi matin, donc après deux

jours sans chauffage, il fallait chauffer la bouteille d'hydrogène sulfuré avant de pouvoir s'en servir. Mais la rapidité primant tout à Uclaf, la bouteille a dû être réchauffée trop rapidement, ce qui, provoquant une surpression, expliquerait vraisemblablement l'accident.

Cet accident, s'il a provoqué par sa gravité même, la stupeur parmi les travailleurs d'Uclaf, n'a étonné presque personne car, là où ailleurs nous étions tous conscients, « qu'un de ces jours ça allait sauter quelque part ». Tout le monde court à Uclaf car « il faut que la production sorte ». Mais jamais, avant de promettre un travail pour tel jour, pour telle heure, les chefs de service ne nous ont demandé si cela était possible. Et nous, soit par peur du renvoi, soit par amabilité, soit par espoir d'avancement plus rapide, nous partons sur les chapeaux de roues, nous forçant à faire le travail dans les temps. Nous travaillons presque toujours à la limite, ça marche pendant des années comme ça et puis, un jour, ça saute. Et tout cela pourquoi et pour qui ? Le tract CGT du 26 novembre 1964 nous donne la réponse : « De 1960 à 1964, la production a doublé (pour

le même effectif) alors que le temps de travail a diminué de 12 %. Cela veut dire que si la production a été multipliée par deux, la production par travailleur l'a été par 2,5 environ ».

Il n'est point besoin de démonstration savante pour prouver que tout cela revient en définitive au patron. Car que nous soyons ouvriers, techniciens ou même chefs de service, ce n'est certes pas nous qui en profitons, mais les grands qui nous font travailler à mort pour leurs profits.

Ce sont eux qui exigent de nos chefs une production toujours accrue. Et c'est le cycle infernal qui commence. Car ateliers et labos sont tributaires les uns des autres, si l'un n'a pas fait en temps voulu le travail demandé, l'autre ne peut lancer sa production. Et la lutte s'engage entre chefs de service, chacun se sent « coincé » par l'autre qui n'hésitera pas à dévoiler que si la production n'est pas sortie à temps, c'est le service du « chacun » en question qui ne travaillant pas assez vite, a stoppé son élan à lui, le roi du marathon. Et c'est comme cela que quoi qu'il arrive, nous devons, à nos risques, rendre tel travail, tel jour à telle

heure, sans retard. Bien sûr, on ne nous dit pas de prendre des risques, mais la direction compte sur les initiatives des travailleurs pour les prendre, elle compte sur leur initiative aussi pour qu'ils en récupèrent car, en plus, il est mal vu d'avoir des accidents et de faire ainsi subir à la maison, non seulement les frais qu'ils provoquent mais aussi la contre-publicité qui en découle.

Mais nous, nous n'avons rien à faire dans toute cette course aux profits. Ce ne sont pas les nôtres. Nous n'avons pas été embauchés à Uclaf pour risquer notre vie mais comme ouvrier de fabrication, technicien de laboratoire, etc., et pour accomplir ces fonctions nous devons observer certaines règles dont font partie les consignes de sécurité. De même que nous n'avons pas le droit de nous tromper dans un dosage ou une fabrication, de même nous n'avons pas le droit de jouer avec notre vie et celle de nos camarades.

Alors n'hésions pas, chaque fois qu'on veut nous faire accélérer le rythme, à refuser en bloc de travailler dans des conditions qui mettent en danger non seulement nous-même mais les camarades qui nous entourent.

Quand le P.C. se battait avec les Moulin...

(Suite de la première page)

papiers, matériel technique, armes etc... venue de Londres).

« La « résistance » n'eut guère, malgré tout ce qu'on put dire à son propos, d'importance militaire. Mais, politiquement, elle fut très importante. De Gaulle lui dut, en grande partie, son autorité. Et son autorité, auprès des alliés, lui permit de défendre, sans succès et officieusement les intérêts de la bourgeoisie française. C'est en grande partie la résistance qui permit à De Gaulle de mettre en place, après la guerre, un gouvernement qui ne fut pas entièrement au service des alliés, c'est-à-dire un gouvernement qui permit à la bourgeoisie française de se relever de ses ruines elle-même, en fermant autant que possible son territoire aux capitaux américains, qui lui permit de profiter seule d'une classe ouvrière musclée par ses propres organisations qui l'invitait à « retrousser ses manches » et à « produire d'abord et revendiquer ensuite » (en 1955 sans doute).

Comme nous l'avons déjà dit, Jean Moulin n'eut guère de mal à jouer son rôle vis-à-vis du P.C. qui, sur les ordres de Staline, ne demandait que cela. Mais il fallait quand même le faire, bien sûr. Il fallait à De Gaulle qu'il y eût effectivement sur le territoire français, un organisme directeur de la résistance, avec un homme qui le représentait. De Gaulle, à sa tête. Par ailleurs, De Gaulle n'était pas certain que, malgré toute sa bonne volonté, le P.C. soit capable de contenir ses propres troupes. Le C.N.R. fournissait un aïbi : le P.C. pouvait prétendre qu'il fallait rester « unis », qu'il ne fallait pas éfaroucher « les autres » etc...

Au début, cet homme était en zone libre, mais cela ne dura guère du fait même qu'après le débarquement allié en Afrique du Nord toute la France fut occupée. Et si cet homme, Jean Moulin, n'eut guère de combat à mener pour « unifier » la résistance qui était de fait par la prédominance du P.C., sinon pour créer contre leur volonté des organisations « gaullistes », il lui fallait cependant, l'histoire l'a prouvé, jouer un rôle dangereux, particulièrement dangereux. Et De Gaulle peut bien, aujourd'hui, lui rendre hommage.

Mais les hommes de la résistance dont la majorité étaient communistes, ne savaient pas en fait pour quoi et pour qui on les engageait à se battre. Ils croyaient lutter pour le communisme, pour le socialisme, ils confondaient dans leurs rêves la « libération » et la révolution sociale, la libération de toutes les chaînes. On les a trompés bien sûr et Jean Moulin n'est pas celui qui les a le plus trompés, ils ignoraient jusqu'à son existence, mais autant qu'on puisse les évoquer aujourd'hui, ce n'est sûrement pas à ses côtés, au Panthéon, par la grâce du pouvoir que nous avons aujourd'hui, qu'ils auraient souhaité reposer.

Roger GIRARDOT

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X^e

C.C.P. : Maurice Schrødt, 9424-78 Paris.

PERMANENCES

● A Paris :

Tous les samedis de 16 à 20 h
29, rue du Château-Landon

Tous les mardis de
17 h. 30 à 20 h. 30,
Café « Le Souterrain »
47, boulevard Ney

● A Lyon :

Tous les samedis de 17 à 20 h
Café « Le Clos Vert »
113, Gde Rue de la Guillotière
(Face de l'église Saint-Louis)

Directeur de publication :

M. SCHRCEDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson - Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués.

“ LES ROULANTS ”

Enfin la même C.G.T. qui lança au début de l'été 64 des barrées nationales de la métallurgie, non seulement décidées unilatéralement mais encore désavouées par F.O. et C.F.T.C., pour le 14 mai et le 10 juin, s'indigne aujourd'hui sans aucune pudeur du rôle de promoteur de cette grève générale que s'attribue F.O., dans l'organisation du 11 décembre.

Quant aux conseils que donne Fuzier à la CGT, ils sont, eux aussi, au moins étranges.

« Quelle puisse, comme il le dit, « s'associer à des décisions prises au départ officiellement en dehors d'elle... comme ce fut le cas le 11 décembre », c'est bien.

Mais, enfin, qui les a prises en dehors d'elle et des autres centrales d'ailleurs, et quelle est l'opinion de Fuzier à l'égard de ceux qui l'ont fait ?

Out-ils commis un acte, anti-unionnaire ou non ? Les encouragements à recommencer au risque de nuire à l'ensemble du mouvement ou les condamnent-ou ?

Les conseils à sens unique, surtout lorsqu'ils s'adressent à ceux qui n'en ont pas besoin, sont assez mal venus. Ils semblent, en fait, couvrir les fautes de ceux qui en ont commis et c'est plutôt un encouragement à les renouveler qu'une invite à les éviter à l'avenir.

Entre autres perles récoltées dans cette triste polémique, voici comment Frachon répond à cette remarque de Fuzier :

« Fait plus grave, le mouvement actuel a fait renaitre certains rejets d'impopularité. »

Cette phrase placée dans le contexte de l'article laisse supposer que la CGT est accusée de ne tenir aucun compte de l'opinion publique et du soutien qu'elle peut apporter aux luttes ouvrières.

Outre qu'une telle appréciation ne ressort nullement de tout ce qu'on peut voir et lire, tout le comportement de la CGT, de ses organisations et de ses militants paraît contre un tel jugement.

Le camarade Fuzier doit bien se souvenir que l'an dernier, et d'autres fois encore, la Fédération CGT des Cheminots s'est dressée, et souvent seule, contre l'organisation de grèves au moment des fêtes de Noël, précisément parce qu'elles gênent sérieusement des millions de gens en éparpillant les transports de marchandises. Cette année encore, elle a dû déjouer des manœuvres suspectes qui se développaient dans le même sens.

Le camarade Fuzier peut être excusé de ne pas connaître ce qui s'est passé en février 1963 chez les mineurs. Mais, nous, nous le savons et nous tenons à

l'aider à comprendre l'erreur qu'il commet.

Au mois de février 1963, la Fédération CGT des Mineurs était sollicitée par les autres Fédérations de commencer une grève illimitée, alors que le froid et l'impéritie du gouvernement provoquaient des drames navrants dans les mines.

Notre Fédération a résisté à ces sollicitations. Elle a été attaquée, vitupérée pour cela. Elle a résisté à ces assauts et, finalement, c'est grâce à elle qu'un mois plus tard la grève des mineurs fut entourée de la sollicitude de toute la population. Cela se passe de commentaires.

Enfin pour terminer, la palme revient à Frachon pour cette déclaration appuyée sur l'unité à la base de la démocratie dans les luttes ouvrières :

Enfin, dans l'article cité, il est question de l'unité à la base et l'on semble y reprocher à la Fédération des Cheminots d'avoir invité les travailleurs à se réunir et à décider eux-mêmes. Fuzier parle comme d'un pétil de la tactique bien connue du front unique au niveau des travailleurs.

La, j'ajoute ma surprise la plus absolue.

Que peut-on reprocher à une organisation qui demande à des salariés de faire la grève, d'en prendre eux-mêmes la décision ? Quelle forme plus démocratique nous propose-t-on pour diriger le mouvement ouvrier que de consulter les travailleurs eux-mêmes ?

Faut-il conclure de cette critique qu'on pense que le mouvement syndical doit être dirigé par des états-majors omnipotents, donnant des ordres sans se soucier de savoir s'ils conviennent et s'ils seront suivis ? Dans ce cas, évidemment, nous mériterions la critique.

Quand on voit la CGT parler de démocratie et du droit pour les travailleurs de décider à la base de la conduite des grèves à mener, il convient de se méfier et d'y regarder à deux fois.

Il n'est pas inutile à ce propos de rappeler le déroulement et la « préparation » de la grève elle-même. 48 heures à peine après le 11 décembre qui vit près de 3 millions de salariés du secteur public et nationalisé en lutte, après que de tout côté on ait annoncé que la lutte irait en s'amplifiant, que le 11 décembre n'était que le début d'une série de mouvements beaucoup plus importants, etc., on apprendit que la Fédération CGT des cheminots entendait poursuivre la lutte à sa manière en la généralisant... au seul personnel roulant de la S.N.C.F.

Les discussions engagées à cet effet avec les autres fédérations

devaient aboutir à un échec (les cheminots C.F.D.T. déclaraient lundi 14 que leur mouvement leur semblait « inopportuniste »). F.O. se prononçait contre, et les cadres se contentaient de déclarer qu'ils ne gêneraient pas un éventuel mouvement). Seuls les dirigeants de la F.G.A.A.C. (fédération générale autonome des agents de conduite) refusèrent à la proposition C.G.T. Après la large audience et l'espoir que la grève unitaire du 11 décembre avait rencontrés chez les travailleurs, ce mouvement à deux semblait mal parti. Aussi la CGT et la F.G.A.A.C. amorgèrent-elles, mardi soir, un recul « tactique », elles ne donnaient aucune consigne de grève précise, laissant aux cheminots le soin d'en décider sur place, la ou l'unité serait réalisée, à la base.

Les conditions particulières au personnel roulant de la S.N.C.F., conditions aggravées à la veille des fêtes de fin d'année, l'espoir que le mouvement du 11 décembre avait entretenu chez les travailleurs, tout cela allait donner à la grève des rouliers une ampleur qui devait surprendre tout le monde. Pour employer le langage de la CGT, « les gars étaient chauds », la preuve en fut admise à posteriori. C'est en ce sens seulement que l'on peut parler d'un débordement de la CGT. Car les cadres, les limites mêmes de ce mouvement avaient bel et bien été décidés par la CGT, délibérément.

En choisissant de faire se battre sur un certain secteur de la classe ouvrière, celui où le mécontentement était le plus vif, la CGT allait à la solution la plus facile, la moins dangereuse aussi pour le pouvoir, c'était d'une manière à peine camouflée, un retour aux bonnes vieilles luttes catégorielles. En fait le succès de la grève des rouliers S.N.C.F. risque de redonner à la CGT, l'initiative de luttes dispersées dans les secteurs les plus touchés par le « blocage des salaires ». D'ailleurs, on reparle aujourd'hui de « débrayages dans l'E.D.P. », le G.D.F., les P.T.T., etc.

La grève des rouliers des 18 et 19 décembre 1964 si elle a correspondu politiquement à une parcellisation de la lutte ouvrière a montré en tout cas que le moral des travailleurs et leur combativité allaient croissant.

Luttes généralisées ou luttes particulières ? Plus que les tactiques syndicales, plus que les calculs politiques de la C.F.D.T. ou de F.O., c'est l'attitude intitulée « les centrales syndicales, la grève et les élections présidentielles » dans la « Voix Ouvrière » du 16 décembre 1964, n° 26 l'avenir des luttes ouvrières dépendra en dernière analyse du degré de conscience des travailleurs.

Michèle TOURNY

La presse de Noël Revue (et corrigée)

Nos lecteurs auront eu autant de mal que nous à se procurer la presse du 25 décembre. C'est à leur attention qu'exceptionnellement nous publions une revue de la presse de gauche.

« L'HUMANITE » : L'UNITE PROGRESSE

« C'est dans le calme et la dignité que des millions d'hommes et de femmes ont célébré cette nuit le 1964^e anniversaire de la naissance de Jésus-Christ.

Sans partager pour autant toutes les opinions des chrétiens, nous ne pouvons que nous associer à cette manifestation. Le célèbre appel : « Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté » ne va-t-il pas dans le sens de la politique de coexistence pacifique approuvée par notre grand parti lors de son dernier congrès, appliquée par lui sans défaillance ? Ne pourrait-il pas, même, servir de base pour l'élaboration d'un programme commun ?

Ce Noël est ainsi apparu comme une imposante manifestation du peuple de France unanime pour la paix et le désarmement général. Et s'il fallait une preuve de plus que l'unité progresse, on la trouverait dans l'apparition, la multiplication de groupes, luthéro-protestants, comme cela se produit dans toutes les périodes de lutte, osant mettre en doute le caractère immaculé de la conception de Marie, mettant ainsi en cause

l'honneur d'un travailleur, d'un modeste charpentier, Joseph, et faisant le jeu des revanchards de Bonn.

Mais quoi qu'il en soit, ces tribulations ne peuvent empêcher ce Noël de représenter un pas en avant considérable dans la lutte pour la paix, et de prouver, s'il en était encore besoin, que la lutte famille par famille, réveil par réveil, est payante. »

« REVOLUTION »

reproduit un communiqué de Pékin :
« En faisant de Noël une fête de la paix, le christianisme réveille son vrai visage d'allié de l'impérialisme. Il cimenter l'union entre le protestant Johnson (successeur du catholique Kennedy) et les faux orthodoxes de Moscou.

Tout ceci montre combien est surfaite la soi-disant puissance de l'impérialisme, obligé qu'il est de recourir à la religion et à ses miracles. Mais de toute manière l'eau bénite ne pourra que détrempier le tigre de papier. »

Notons toutefois que Radio-Pékin a tempéré cette profession de foi anti-religieuse par un éloge du gallicanisme.

« TRIBUNE SOCIALISTE » (organe du P.S.U.)

UN NOUVEAU

« Nous ne nous laisserons pas entraîner dans une discussion sté-

rile sur la véritable nature, divine ou humaine, de Jésus-Christ, discussion qui ne pourrait être qu'une cause de plus de discorde pour notre malheureuse gauche française dont l'union s'avère si nécessaire.

Mais nous devons rendre hommage à Jésus, car le mérite de celui-ci fut d'avoir compris, à une époque où étaient apparues de nouvelles couches d'esclaves, portant des chaînes plus légères, qu'il fallait dire adieu aux vieux rêves, aux utopies, à la légende du grand soir, à toutes les vieilles idées qui dataient du temps de Spartacus et s'appuyer sur ces nouvelles couches pour promouvoir les réformes de structure qui s'avéraient nécessaires. On nous objectera que Jésus a finalement été crucifié.

« Qu'importe puisqu'il est ressuscité. »

« LA LUTTE COMMUNISTE » organe du P.C.R. (1) APPEL AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER !

« Pour tenter d'enrayer, de désorganiser la vague menaçante de la révolution montante, la bourgeoisie a eu recours à une ultime ruse. Ce 25 décembre a été célébré sous le fallacieux prétexte de célébrer Noël.

Nous appelons les travailleurs à s'organiser, à engager immédiatement la lutte contre cette provocation.

Boycottez les magasins de jouets.
Boycottez les réveillons.

Tous à l'usine ce jour-là !
Vive la révolution mondiale.
Vive le P.C.R. (1). »

« L'INTERNATIONALE » NOUVELLE BREVE

« Le déplacement de l'épicentre de la révolution ôte désormais tout intérêt aux fêtes de Noël et du Jour de l'An.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs d'une défaillance que, nous l'espérons, ils nous pardonneront : nous avons été incapable de nous procurer le numéro de Noël de « La Vérité ».

« VOIX OUVRIERE » LES LEÇONS DE NOEL

« On parle beaucoup, en cette période de fin d'année, de paix, de prospérité et de santé.

Mais ces souhaits, les vôtres, les nôtres ne peuvent, dans la société actuelle, être que des vœux pieux, ils ne pourront se réaliser que dans une société véritablement socialiste. Encore faudra-t-il, pour qu'ils puissent se réaliser, que tous les hommes sincères se regroupent pour œuvrer à la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire. »
P. c. c.

Christian JUNG